



Ecole à distance : il y aura les établissements favorisés... et les autres

Jean-Michel Blanquer ne cesse de répéter que l'Education nationale est prête à se lancer dans l'enseignement à distance. Qu'en est-il? Nous sommes allés voir dans l'Oise, et le résultat est édifiant. C'est l'avantage d'être devenu père sur le tard. Depuis la fermeture de l'école primaire Gaston-Ramon de Crépy-en-Valois, au cœur du cluster de l'Oise il y a deux semaines, Michel Deniot, ancien ingénieur en infrastructures et jeune retraité hyperactif, s'est trouvé une nouvelle activité : quand il ne répond pas aux sollicitations des journalistes, le responsable local de la FCPE s'est en effet transformé en coach de sa fille Laura.

Et, manifestement, cela ne lui déplaît pas. Père et fille ont instauré leur petite routine : deux fois par semaine, les dimanches et mercredis soirs, ils vont relever de nouvelles leçons envoyées par la maîtresse et lui transmettre par renvoi de mail les exercices réalisés entre-temps. Mieux, ils se sont emparés de la plateforme « Ma classe à la maison » du Cned (Centre national d'enseignement à distance) mise à la disposition des familles pour compléter – si nécessaire – les leçons fournies par les enseignants.

Tous les soirs, Laura s'y rend pour faire un peu d'anglais et d'espagnol. « Une très bonne surprise, pour M. Deniot. A l'école primaire, les cours de langues sont souvent réduits à portion congrue. Ma fille est en CM2, je commençais à me dire qu'il faudrait lui donner des cours privés. Avec le Cned, on a trouvé la solution, les sessions sont vraiment très bien conçues ».

Certitudes bien ancrées

Le coronavirus, une occasion inespérée de parfaire la maîtrise des langues étrangères chez nos chers rejetons ? Le récit de Michel Deniot viendra, espérons-le, rasséréner les millions de parents français qui depuis ce lundi découvrent l'école à distance. Et qui se demandent bien comment ils vont pouvoir gérer un, deux, ou trois enfants, petits diabolins immatures ou grands ados rebelles, confinés chez eux et censés de surcroît continuer à bûcher leurs cours comme si de rien n'était.

Faire l'école à distance : voilà pourquoi ce n'est (vraiment) pas gagné

Sur ce dossier, peut-être pour contrebalancer le flou qui entoure la situation sanitaire du pays, le gouvernement a fait le choix d'afficher des certitudes bien ancrées. Depuis les premières fermetures d'établissements début mars, dans l'Oise, le Haut-Rhin, la Corse et le Morbihan, le ministre Jean-Michel Blanquer ne cesse de le répéter : l'Education nationale est prête à se téléporter tout entière dans l'immatériel et, grâce à la mobilisation des personnels, tous les élèves pourront suivre l'école depuis chez eux et boucler ainsi le programme à la fin de l'année. Ce que le ministère, dans son jargon si particulier, a dénommé la « garantie de continuité des progressions pédagogiques ».

Vaste opération de communication

Une histoire un peu trop belle pour le SNUipp-FSU, premier syndicat des enseignants du premier degré, un secteur où la culture du numérique, jusqu'à présent, était quasi inexistante. Le syndicat, qui entretient des relations glaciales avec M. Blanquer ne prend guère de précaution oratoire : le discours ministériel serait une « vaste opération de communication ». Il souligne d'ores et déjà que « les activités proposées par le Cned, tout comme les classes virtuelles [des cours en visioconférence avec les enseignants, NDLR] se heurteront à de nombreux obstacles pratiques et poseront la question des inégalités scolaires ». Un constat partagé par son responsable départemental dans l'Oise, Pierre Ripart :

« Les gens, dans des villes populaires comme Creil, n'ont souvent que des portables avec de la 4G. Par ailleurs, la maison, ce n'est pas l'école. Il n'y a pas de chronologie des apprentissages, pas de rituels, pas d'interaction entre camarades... Notre conscience professionnelle nous dicte de maintenir un lien éducatif avec les élèves, mais ne bersons pas les parents : on a des enfants avec des handicaps ou des problèmes de comportement dans toutes les écoles de France. Sans la

présence attentive de l'enseignant, la majorité, hélas, ne pourra pas suivre ».

Michel Deniot, d'ailleurs, n'en disconvient pas : « La continuité pédagogique est un bien grand mot. Ici, les enseignants font surtout en sorte que les enfants gardent le contact avec l'activité scolaire ». Par ailleurs, si le dispositif mis en place Crépy-en-Valois a bénéficié d'un contexte favorable – la commune a beaucoup investi dans l'équipement de ses écoles - la qualité du lien éducatif varie beaucoup selon lui d'un établissement à l'autre :

« Cette fameuse continuité tient autant à la détermination des équipes enseignantes et des municipalités qu'à celle des familles ! Ici, 30 % environ des mamans sont au foyer, mais pour les 70 % restant, c'est vraiment compliqué. Beaucoup de gens travaillent dans des PME et ne peuvent pas se permettre de se mettre en arrêt. Ils font appel aux grands-parents, en espérant que les enfants soient moins contaminants dès lors qu'ils sont déscolarisés. Ou sont obligés de télétravailler tout en gardant leurs enfants à domicile. »

Directeurs exemplaires

Autrement dit : l'enseignement à distance, grâce au numérique, s'est démocratisé, mais, en sollicitant les familles, il amplifie un peu plus les inégalités. On a pu le vérifier dans deux établissements scolaires du département : l'école des Coteaux de Nogent-sur-Oise, un grand paquebot de 312 élèves classé en éducation prioritaire, et l'école Eugène-Cauchois du petit village périurbain de Monchy-Saint-Éloi, situé à deux pas de là.

Les deux écoles, vers lesquelles nous avons été aiguillés par le rectorat, sont pilotées par des directeurs exemplaires, Nicolas Müller et Guillaume Coevoet. Les deux hommes multiplient les projets pédagogiques et sont des férus d'informatique, ce qui en situation de confinement s'avère un sacré atout tant pour les équipes enseignantes que pour les familles.

Réussite à l'école : « La réalité est sale et méchante »

Les convergences, toutefois, s'arrêtent là. A Monchy, Nicolas Müller, quand nous l'avons appelé jeudi à 16 heures, s'apprêtait à mener sa première visioconférence avec ses élèves de CM1-CM2, trois jours à peine après la fermeture de son école. Une évidence pour lui. « On a besoin d'avancer dans le programme. La classe virtuelle ne remplace pas le cours en présentiel, mais elle permet quand même d'installer de nouvelles notions tout en maintenant le contact avec les élèves ». Comment expliquer une telle réactivité ? Par l'avant-gardisme de l'équipe enseignante qui utilise déjà des listes de diffusion (anonymisées !) pour télétransmettre livrets scolaires et exercices aux familles - « ça évite la perte en ligne avec les parents séparés ». Mais également par la sociologie de l'école : des classes moyennes très connectées et plutôt impliquées dans la scolarité des enfants, même si beaucoup de couples sont biactifs et doivent jongler avec leur emploi du temps.

Résultat : malgré le confinement, les familles sont toutes ou presque au rendez-vous. « Sur mes 27 élèves, je suis en contact quotidien avec 23. Les quatre restants ne sont pas dans la nature. Ils suivent notre programme de travail, mais leurs parents corrigent les devoirs eux-mêmes de manière autonome ».

40 % de décrocheurs

A 3 kilomètres de là, dans les quartiers populaires de l'agglomération creilloise, la donne n'est pas vraiment la même. Quand l'école des Coteaux a fermé ses portes, il y a déjà deux semaines, la première mission de Guillaume Coevoet, nommé directeur au début de l'année, a été de récupérer les contacts des familles : « Je n'avais que la moitié des SMS et très peu de mails, faute d'avoir pu les saisir au début de l'année ». Pour transmettre les premières leçons, le directeur a donc préféré s'appuyer sur le blog de l'école puis sur l'espace numérique de travail (ENT) « One » mis à disposition exceptionnellement par l'académie.

L'efficacité du dispositif est assez relative. « La première semaine, seuls 40 % des enfants ont fait des retours à leurs enseignants, vendredi dernier, on était plutôt à 55 % ». Un chiffre qui ne s'explique pas seulement par des problématiques d'équipement. Certes, quelques familles n'ont pas accès à une adresse mail et à une imprimante, mais elles sont très minoritaires – 6 % selon les décomptes du directeur - et les services académiques, en partenariat avec la mairie, leur mettent à

disposition des livrets de cours sur papier.

Faire l'école à distance : voilà pourquoi ce n'est (vraiment) pas gagné

Pour raccrocher tous les élèves – l'objectif qu'il se fixe – M. Coevoet reconnaît qu'un gros travail va devoir être fait sur le fameux ENT censé se substituer à la salle de classe traditionnelle.

D'abord, le rendre plus robuste : vendredi matin, quand nous sommes allés l'explorer, les pages avaient la plus grande peine à se charger, voire ne parvenaient pas à s'afficher. Ensuite, aider ses collègues à l'étoffer avec des contenus le plus interactifs possible. « C'est comme ça qu'on va créer de l'attractivité pour les 40 % de décrocheurs ».

En l'état actuel des choses, les « classes virtuelles » mises en place par les différents enseignants témoignent en effet d'une maîtrise très variable de l'outil informatique. Certains profs se font plaisir et proposent un déroulé détaillé avec fichiers audio et vidéo, liens vers des quiz d'histoire-géo en ligne et petits mots d'encouragement entre les séquences. D'autres se contentent de proposer quatre exercices à trous à télécharger...

Sortir par le haut

Guillaume Coevoet n'en reste pas moins optimiste pour l'avenir. « Des formations sont proposées aux enseignants tous les matins, ils vont peu à peu enrichir leur offre ». A terme, le directeur espère même « sortir par le haut de cette histoire ».

« La situation nous rend légitime pour donner des conseils aux familles : lire des histoires, discuter avec les enfants, faire des jeux de société... Si l'on peut continuer ce travail sur la durée, cela incitera peut-être certains parents à adopter des pratiques plus éducatives ».

Un espoir partagé d'ailleurs par le ministre Blanquer qui, fidèle à son leitmotiv – confiance et optimisme - estimait vendredi, sur les ondes de France Inter, que

« dans tout événement quel qu'il soit, il y a du positif ». « Cette crise peut être l'occasion de développer de nouvelles modalités de travail et de créer des convergences parents-professeurs autour de l'intérêt de l'enfant ». En ces circonstances troublées, avouons-le, on a bien envie de le croire.

Gurvan Le Guellec